



Monsieur Jean-Baptiste Lemoyne
Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des
Affaires étrangères, chargé du Tourisme, des Français
de l'étranger et de la Francophonie
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
27 rue de la Convention
75015 Paris

Paris, le 15 octobre 2020

Monsieur le Ministre, *M. Jean Baptiste*

Dans l'attente de notre rencontre que j'espère prochaine, je m'autorise à vous livrer quelques réflexions sur des mesures qui pourraient être prises pour protéger les entreprises du secteur du tourisme dont vous avez la charge.

Les professionnels du tourisme sont gravement touchés par la crise de la covid et ont, comme vous le savez, manifesté lundi dernier devant la préfecture de Caen.

Alors que le secteur était déjà sinistré, les annonces présidentielles renforcent les menaces qui pèsent sur la vie ; voire la survie d'un secteur vital pour l'économie française et normande.

Ayant rencontré de nombreux acteurs de la filière, il m'apparaît indispensable que l'Etat, aux côtés des collectivités, mette en place un plan d'urgence :

-un guichet unique

-une substitution et un complément des garanties

Je rappelle que l'Etat, qui a apporté de nombreuses garanties aux entreprises stratégiques durement frappées par la crise, dont 7 milliards de garanties à Air France, vous a sollicité de demandes dans ce sens.

-une meilleure coordination entre les acteurs : agences de voyages, opérateurs, transporteurs, emplois indirects etc...

Je souhaite également à ce que l'Etat puisse travailler à une substitution de sa garantie à celle donnée par les plus petites entreprises de voyage qui, bien souvent, donnent des garanties propres pour répondre aux obligations fixées par la loi.

Au delà des réunions traditionnelles que vous tenez, je pense qu'une réunion de travail pourrait être consacrée à la mise en place d'un guichet unique pour aider les entreprises, faciliter l'accès aux multiples aides, en partenariat avec les services de l'État.

NATHALIE GOULET

SENATEUR
DE L'ORNE

VICE-PRESIDENTE DE LA
COMMISSION DES LOIS



Je rappelle que les entreprises du secteur sont victimes de la crise, mais que les collectivités locales sont aussi impactées (chômage partiel, aides et autres taxes de séjour, etc.).

J'ai par ailleurs interrogé, en séance publique le 14 octobre, le Ministre en charge des Affaires européennes sur les sujets d'harmonisation entre la France et nos voisins, alors que le désordre règne et interpellé l'Etat dans le cadre de ses engagements hors bilans.

J'espère pouvoir vous rencontrer très bientôt, mais je vous annonce d'ores et déjà mon intervention active lors de la prochaine loi de Finances.

Je vous remercie de votre bienveillante attention sur cette demande et vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Nathalie Goulet

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Nathalie Goulet", with a long horizontal stroke underneath.